

L'intelligence collective au service du développement

Les 19 et 20 décembre, les députés se sont penchés sur divers aspects de la vie du pays, notamment l'exécution du plan économique de 2017, le budget et les projections pour 2018, ainsi que les incidences en termes de délits et d'illégalités

[Granma](#) 21 décembre 2017 13:12:08



Photo: Juvenal Balán

TOUTE la richesse culturelle de Cuba, qui se reflète dans son Parlement, était réunie au Palais des Conventions. Les 19 et 20 décembre, les débats et les informations apportées au cours des dix commissions de travail permanentes ont précédé les travaux de la 10e Période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale, la dernière de la 8e législature.

Durant ces journées, les députés se sont penchés sur divers aspects de la vie du pays, notamment l'exécution du plan économique de 2017, le budget et les projections pour 2018, ainsi que les incidences en termes de délits et d'illégalités – qui furent certains des aspects communs à toutes les

commissions.

L'INTÉGRATION DES UNIVERSITÉS ET LE DÉFI DE CORRIGER LES DÉFAILLANCES

En présence de Miguel Diaz-Canel Bermudez, membre du Bureau politique du Parti et Premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, les députés de la Commission de l'Éducation, la Science, la Technologie et l'Environnement ont procédé à une analyse en profondeur des impacts du processus d'intégration des établissements de l'Enseignement supérieur.

La séance de travail a été l'occasion de rendre hommage aux enseignants cubains et a permis aux députés de prendre connaissance du contexte, du panorama actuel et des principaux résultats de l'intégration qui, selon le Dr Gil Ramon Gonzalez, vice-ministre de l'Enseignement supérieur, s'est amorcée voilà un peu plus de cinq ans et dont le processus n'est pas achevé.

Les principaux effets positifs de cette intégration se manifestent en général par une amélioration de la gestion de la qualité, le travail méthodologique, l'augmentation des matières d'enseignement et des niveaux scientifiques, la formation pédagogique, l'approche pluridisciplinaire du travail scientifique et de l'innovation, ainsi que l'extension universitaire, le déploiement de la technologie éducative et le renforcement des organisations politiques et de masse.

Concernant les déficiences, les problèmes inhérents au fonctionnement des universités dans plusieurs établissements ont été signalés, ce qui limite l'utilisation rationnelle des ressources matérielles et humaines, notamment en raison du manque de moyens pour le transport des enseignants, ainsi que de l'état technique dégradé des véhicules disponibles. Le vice-ministre de l'Éducation supérieur, Gil Ramon Gonzalez, a signalé également les insuffisances en matière de connectivité entre les nœuds de réseau informatique.

Au cours de la réunion, à laquelle participaient les responsables de

l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement, la député de Trinidad, province de Sancti Spiritus, Anayansi Albert, a souligné, parmi les aspects positifs, l'augmentation du nombre d'accords de collaboration, et le renforcement du travail avec les entités de la région.



Photo: Juvenal Balán

Quant à Miguel Charbonel, représentant d'Artemisa, il a signalé une question en suspens : la diversité des systèmes de paiement, un sujet de préoccupation car deux professionnels « *peuvent exercer le même travail, avec des résultats semblables, et percevoir des salaires différents. Cela doit changer* », a-t-il dit.

Selon Mirta Millan, député de la Municipalité Spéciale de l'Île de la Jeunesse, certaines entreprises de l'agriculture et de la construction prennent encore des décisions sans tenir compte de l'application de la science issue des centres de l'Enseignement supérieur. Elle a également fait valoir la nécessité pour les étudiants de considérer leur région comme le lieu le plus intéressant pour exercer leur profession.

Dans son évaluation sur l'intégration des universités, Miguel Diaz-Canel

Bermudez, a déclaré : « *Il ne s'est pas agi de faire une somme, mais de procéder à un véritable processus d'intégration* » qui, malgré les problèmes à résoudre, a permis aux universités de tirer parti des capacités des différents campus universitaires, de disposer des structures de gestion plus solides et une meilleure utilisation des ressources humaines et financières.

Cependant, « *nous devons passer à une autre étape* », a-t-il souligné, où le plus important serait d'évaluer l'impact sur les trois fonctions de base des universités : l'enseignement universitaire de premier cycle et de troisième cycle, qui est confronté à un « *défi de taille à l'heure actuelle* », car cela implique une formation révolutionnaire, intégrale, politique, idéologique, éthique et professionnelle ; la recherche scientifique et l'innovation pour le développement et l'extension universitaire, où les relations de l'institution avec la société sont évidentes.

L'ÉCONOMIE CUBAINE ET LE DÉFI D'ALLER DE L'AVANT

« L'année 2017 a été caractérisée par des défis majeurs dans les activités de productions et de services, compte tenu des tensions financières et matérielles. Toutefois, afin de protéger les priorités du pays, il a été possible de garantir la durabilité des services de base à la population et les principaux niveaux d'activité prévus au plan, alors que nous continuons à travailler avec systématisme pour réparer les dommages causés par l'ouragan Irma. »

C'est par ces paroles que Ricardo Cabrisas Ruiz, vice-président du Conseil des ministres et ministre de l'Économie et de la Planification, a résumé les performances économiques du pays au cours de cette année, en présentant l'analyse de l'exécution du plan de l'Économie en 2017 et les propositions pour 2018 à la Commission des Affaires économiques.

En présence d'Esteban Lazo Hernandez, membre du Bureau politique et président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, il a affirmé que « *cela ne signifie pas que nous puissions nous sentir satisfaits. Cependant, si*

l'on tient compte de la combinaison des facteurs qui ont influé sur l'économie, il nous est permis de conclure que des progrès encore discrets sont réalisés, et que nous maintenons une tendance progressive dans la dynamique du développement ».

Il a rappelé que de nouveau le contexte international a été caractérisé par la persistance du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis. Toutefois, « *Cuba se bat inlassablement pour son progrès, et bien que tous les objectifs ne soient pas atteints, elle affiche des résultats favorables dans plusieurs secteurs de la production et des services à la population ».*

Parmi les principaux facteurs qui ont agi sur le comportement de l'économie en 2017, il a souligné la défaillance dans le secteur des exportations de biens et de services, la disponibilité du combustible, ainsi que la non-exécution des programmes d'investissement et les dommages dus à la sécheresse aiguë et à l'ouragan Irma.

Ricardo Cabrisas a salué les résultats positifs obtenus dans la construction, le commerce et le tourisme, ainsi que dans l'approvisionnement en électricité, gaz et eau, principalement.



Il a attiré l'attention sur les difficultés d'utilisation des crédits. En effet, à la fin du mois de novembre, 70,1 % seulement avaient été exécutés. Concernant la production d'équivalent pétrole, le manque devrait s'élever à 38 000 tonnes. En outre, l'importation de carburant a été très tendue et, à la fin de novembre, les livraisons n'avaient pas été respectées.

L'industrie alimentaire, a-t-il dit, a prévu d'atteindre des niveaux productifs essentiels, et les principaux produits agricoles affichent des résultats favorables, notamment le tabac agricole, les légumes, les haricots, les tubercules, la viande bovine et le porc, tandis que la production d'œufs et de lait diminue.

Il a également indiqué que le plan d'investissement devrait atteindre les 90,8 %, en raison des retards dans les importations d'intrants et de ressources et les défaillances dans les calendriers d'exécution. En ce qui concerne le transport de marchandises, a-t-il signalé, il atteint les 94,6%, alors que celui des passagers s'améliore discrètement.

Cabrisas Ruiz a également prêté une attention particulière aux dépenses associées aux frais de stationnement des navires, qui s'élèvent à environ 10,5 millions de dollars, malgré le travail de tous les organismes concernés. À cet égard, il est contradictoire que les dépenses liées à la disponibilité du transport, par exemple, s'élèvent à 385 500 dollars, alors que pour des problèmes dans la gestion des entités bénéficiaires, il a fallu verser de plus de 3 millions de dollars. Dans n'importe quel contexte, de telles incohérences sont insoutenables.

Par organisme, l'agriculture accumule 6,95 millions de dollars, l'industrie alimentaire 2,6 millions de dollars et le ministère du Commerce intérieur 862 000 dollars. Quant à la valeur des retards par produit, le maïs, le soja et le blé représentent 84 % du total. Les statistiques montrent combien il reste à faire pour réduire au minimum ces dépenses totalement infondées, qui finalement sont des plaies ouvertes à l'économie.

LES DÉFIS DE 2018

Selon Ricardo Cabrisas Ruiz, les résultats de 2017, associés aux tensions dans la disponibilité des devises étrangères et des carburants, ainsi que les défaillances constatées, ont un impact important sur les objectifs contenus dans le plan de l'économie pour l'année prochaine.

En 2018, sur la base de l'utilisation efficace des ressources matérielles et financières disponibles, l'accent sera mis en particulier sur la réparation des dommages causés par les événements climatiques et sur les investissements liés au développement des infrastructures, sur l'augmentation des recettes en devises, les travaux dans la zone spéciale de développement de Mariel, le tourisme, le transport ferroviaire, les sources d'énergie renouvelables et l'entretien du système électrique national, ainsi que sur l'accroissement des capacités de stockage.

Par ailleurs, la production alimentaire, la récolte de la canne à sucre et la garantie des secteurs de base destinés à la population seront prioritaires : santé, éducation, culture, transport de passagers, entre autres.

LE CONTRÔLE DU COMBUSTIBLE ET L'URGENCE D'APPORTER DES SOLUTIONS

Le détournement de carburant continue de peser lourdement sur l'économie et, malheureusement, les chiffres montrent clairement de profondes fissures dans le contrôle à tous les niveaux.

Selon Ricardo Cabrisas Ruiz, outre le déficit dans l'utilisation de ces ressources qui représentent des pertes pour le pays, cette tendance est un bouillon de culture pour la corruption et favorise l'impunité.

Selon René Hernandez, l'étude des propositions du plan pour 2018 présentées par les entreprises et les organismes a mis en évidence la superficialité dans les analyses des porteurs énergétiques. Les chiffres dépassaient de

25 % la consommation de diesel de l'année précédente et les besoins en

électricité dépassaient de 7 % la capacité de production du pays. Une chose inconcevable.

Sur la base des ajustements opérés, plus de 330 000 tonnes de combustible équivalent ont été retirées des plans fin octobre.



Photo: Juvenal Balán

Il a également souligné que, selon le contrôle de la commercialisation du carburant au secteur privé dans les stations d'essence, jusqu'en novembre le pays avait vendu en moyenne 0,70 litres de diesel par véhicule, et 0,19 litres par voiture au secteur privé disposant d'une licence pour le transport de passager. Un tel comportement a été maintenu tout au long de l'année.

Cela signifie que les « *almendrones* » (anciennes voitures qui assurent le transport de passagers) que nous voyons dans la rue, par exemple, fournissent leurs services avec 0,19 litre par jour. Quelle quantité de carburant se trouve hors de notre contrôle ?

LA VOIE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Sera-t-il possible d'arriver à 2030 avec 24% de l'énergie du pays produite à partir de sources d'énergies renouvelables ? La question a été posée au cours des débats de la Commission de l'Industrie, de la Construction et de l'Énergie de l'Assemblée nationale, qui a analysé la politique de développement durable de ces sources et de l'Entreprise électrique de Cuba.

La transformation de la matrice énergétique du pays n'est pas seulement une nécessité pour réduire la consommation de combustible et, par conséquent, la dépense en devises étrangères, c'est aussi une solution bénéfique pour l'environnement.

C'est pourquoi, pour Cuba, il s'agit d'une priorité inscrite dans les documents directeurs adoptés lors du 7e Congrès du Parti. Des investissements importants ont été réalisés ce sens, pas seulement à l'horizon 2030, mais pour atteindre autant que possible en 2021 de nombreux objectifs prévus.

Alfredo Lopez, ministre de l'Énergie et des mines, a donné des informations aux députés en présence du commandant de la Révolution Ramiro Valdés Menéndez, membre du Bureau politique du Parti et vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres.

À la fin de l'année, a-t-il expliqué, le pays disposait de 87,5 mégawatts de puissance, fournis par les diverses sources d'énergie renouvelable. *« Pour l'année prochaine, 453 mégawatts seront en cours de raccordement, dont 234 seront disponibles. Nous travaillons à la production d'énergie bioélectrique avec la mise en marche des centrales Héctor Rodríguez (Villa Clara), 30 de Noviembre (Artemisa) et Batalla de las Guasimas (Camagüey) »*, entre autres, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, il existe un mouvement très fort visant à accroître le nombre de parcs solaires photovoltaïques, avec l'installation de systèmes à Matanzas, La Havane, Pinar del Rio, et dans la Zone spéciale de développement de Mariel, dont certains sont des projets d'investissements avec du capital étranger.

Le ministre a précisé qu'en 2018 la centrale thermoélectrique de Mariel sera dotée d'une unité de fabrication slovaque, qui remplacera celle qui a été endommagée à la suite du passage de l'ouragan Irma.

Dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique, trois nouvelles unités de production de 200 MW chacune seront installées à la centrale Este Habana, située à Santa Cruz del Norte, dans la province de Mayabeque, ainsi qu'une autre de la même puissance le sera à Mariel. Il est également prévu la mise en marche d'un cycle combiné qui permettra de tirer un meilleur profit du potentiel de gaz existant à Santa Cruz del Norte.

Pourquoi parler de production d'électricité à partir du pétrole et du gaz, alors que les efforts sont actuellement axés sur la promotion des sources d'énergie renouvelables ? Le ministre a répondu qu'en dépit des avantages

incontestables des sources d'énergie renouvelables, l'ensemble du système électro-énergétique nécessite une base qui ne soit pas sujette aux fluctuations induites par le climat (vent, lumière solaire, sécheresse...), et qui soit efficiente.

Les inquiétudes des participants ne se sont pas fait attendre. La nécessité de recourir à d'autres sources d'énergie comme les courants marins a également été soulevée par l'invité Roberto Valdés, qui a estimé qu'il serait également convenable d'évaluer l'utilisation du photovoltaïque pour l'éclairage public.

Faisant référence aux propos de Roberto Valdés, le ministre de l'Énergie et des Mines a signalé que l'énergie des courants marins et le système d'éclairage public photovoltaïque avaient tous deux été envisagées, la première étant au stade d'étude, et la deuxième, selon les évaluations effectuées par les spécialistes, n'est pas viable à l'heure actuelle.

Une autre suggestion a été formulée par le député Antonio Garcia Arce, qui a attiré l'attention sur l'utilisation des sources d'énergie renouvelables pour la production de matériaux de construction, ce qui pourrait être très utile pour ce programme actuellement en cours.

L'effort quotidien des travailleurs de ce secteur a été reconnu par Isabel Guilarte Reyes, députée pour Maisi, dans la province de Guantanamo, qui, au nom de la commission, a félicité les hommes et femmes de l'Union électrique pour leur réponse opportune et effective pour réparer les dommages causés par le passage dévastateur de l'ouragan Irma. « *Tel est le sentiment de la population* », a-t-elle dit.

MISER SUR LE CONTRÔLE ET LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT

L'exécution de programmes prioritaires comme la vente de matériaux de construction et ses projections pour 2018, les irrégularités commises dans les fournitures et qui compromettent la sécurité d'approvisionnement, ainsi que les actions d'inspection et de contrôle menées par le ministère du Commerce intérieur (Mincin) pour mettre un terme aux indisciplines

sociales, aux délits et aux illégalités associés, ont centré l'attention des députés réunis au sein de la Commission de prise en charge des services.

À la fin du mois de novembre, la circulation marchande de détail était exécutée à 102%, si l'on sait que sur plus de 24 469 000 pesos planifiés, 24 971 000 ont été vendus. Bien sûr, ces chiffres ne veulent pas dire, tant s'en faut, que tout va bien, car durant l'année plusieurs problèmes ont affecté la présence dans les points de vente de produits tels que le yaourt, la viande hachée de bœuf, les ciments, la peinture, l'acier, le papier de toilette et les serpillières.

Mary Blanca Ortega, titulaire du portefeuille du Commerce intérieur, a signalé que les origines de ces instabilités sont liées à la hausse de la demande et aux retards dans les livraisons par les fournisseurs.

Aussi des stratégies ont-elles été élaborées par le ministère : suivi et contrôle permanents des plans, avec un accent particulier sur les livraisons dans les lieux de plus forte demande, en accord avec les possibilités productives et de financement.

Par ailleurs, a ajouté Ortega, le plan prévu pour 2018 a pour but de soutenir les programmes prioritaires, et il sera renforcé avec un accroissement de l'ordre de 240 millions de pesos, avec une attention spéciale portée sur les matériaux de construction. À la suite du passage de l'ouragan Irma, a-t-elle rappelé, une stratégie de travail a été mise en place pour la distribution et la vente de ressources aux personnes sinistrées – elles s'élèvent à 260 445 000 pesos –, et des normes juridiques et des procédures ont été adoptées pour que la population affectée puisse avoir accès à ces produits grâce à des bonifications et à des baisses de prix.

Pablo Iznalde, député pour la municipalité 10 de Octubre, à La Havane, a indiqué quant à lui qu'au-delà des capacités productives et de financement, il nous faut aussi veiller à empêcher les délits et les infractions.

« Nous savons que le ministère travaille à la mise en place de ce genre d'actions, mais il s'agit d'un thème qui doit faire l'objet de la plus haute attention, car ces problèmes occasionnent des dommages économiques aussi bien aux entreprises qu'à la population », a-t-il affirmé.

La Contrôleuse générale de la République, Gladys Bejerano, est intervenue pour préciser que, lors d'un récent audit au ministère du Commerce intérieur, 3 615 déficiences avaient été relevées, dont 62,4% liés à des aspects subjectifs. *« Ordre, discipline et rigueur, voilà ce que nous appelons travailler. Car les taux élevés de pertes persistent et sont à l'origine du détournement de ressources, aussi bien dans les entreprises nationales que dans celles au niveau local. Nous avons également détecté des problèmes au niveau des registres comptables et des chiffres d'affaires, car il y a eu des cas de falsification et de fraude. Tout cela peut être évité avec la mise en œuvre d'un système efficace de contrôle interne, sans oublier que le principal acteur est l'être humain, le travailleur, et que nous devons miser sur l'éthique et la promotion des valeurs morales »*, a affirmé la Contrôleuse générale.

POUR UNE RÉCOLTE SUCRIÈRE EFFICIENTE

Le groupe d'entreprises Azcuba a rendu des comptes devant la Commission agroalimentaire, un espace où les mesures relatives à la préparation de la récolte sucrière 2017-2018 ont été présentées.

À ce sujet, le président de ce groupe d'entreprises, Orlando Celso Garcia Ramirez, a expliqué que l'industrie sucrière n'est actuellement opérationnelle qu'à 93%, ceci en raison de l'arrivée tardive des ressources d'importations provoquée par les impayés aux fournisseurs, ce qui a obligé à trouver des alternatives.

La réparation des usines, le perfectionnement de la préparation du personnel, la réduction des pertes dans la récolte avec, notamment, la combinaison de nouvelles technologies, l'installation de tourneurs et de balances pour améliorer la productivité du travail dans les sucreries, ainsi que la réparation des broyeurs, des chaudières et des groupes électrogènes figurent parmi les actions menées pour assurer une meilleure récolte. Il sera également question de diminuer les pertes de miel, ce qui comporte l'introduction de systèmes et d'équipements technologiques plus performants.

« *L'ouragan Irma a causé des dommages considérables à l'industrie et aux plantations. Environ 380 000 hectares ont été touchés, la canne à sucre été cassée ou déracinée. Pendant l'actuelle récolte, 53 sucreries seront en fonctionnement. La sucrerie Brasil, dans la province de Camagüey, sera à l'arrêt en raison des dommages provoqués par l'ouragan* », a expliqué le responsable.

RÉFLEXIONS SUR L'ÉGALITÉ DE GENRES

Le manque de protection des travailleuses à leur compte est un problème qui reste à résoudre, a déclaré Marta Elena Feito Cabrera, Première vice-ministre du Travail et de la Sécurité sociale (MTSS), durant la première journée de débats de la Commission de prise en charge de l'enfance, la jeunesse et pour l'égalité des droits de la femme.

Ce thème s'inscrit dans le cadre du suivi de plusieurs aspects relevant de l'Assemblée nationale, et à cette occasion il est revenu au MTSS d'exposer les résultats d'un audit réalisé dans le secteur privé. « *Nous avons constaté que sur 7 423 violations des droits du travail et de la sécurité sociale, 104 cas étaient liés au manque de protection des travailleuses* », a souligné la vice-ministre.

À ce sujet, Yosvani Reyes, député de la province de Granma, a reconnu que « *durant ce contrôle, nous avons également constaté que nombre de femmes n'avaient pas de salaire et qu'il n'y avait aucun respect pour leurs horaires de travail* ».

« *Ces violations ne seront pas tolérées et ne resteront pas en marge de la légalité* », a assuré la vice-ministre.

Par ailleurs, les députés ont été informés sur une enquête menée à l'échelle nationale sur l'égalité de genres.

DÉFIS ET SCÉNARIOS MONDIAUX

Le panorama international actuel et les éventuels scénarios pour les prochaines années ont été débattus par la Commission des Relations internationales.

Isabel Allende, rectrice de l'Institut supérieur des Relations internationales Raul Roa, a fait le bilan des sujets qui suscitent le plus d'inquiétudes dans diverses régions du monde.

Faisant référence à l'Amérique latine, elle a attiré l'attention sur l'émergence des forces de droite – la plus récente étant l'élection de Sebastian Piñera à la présidence du Chili –, et un recul des mouvements de gauche.

Elle a parlé des contradictions dans lesquelles se débat actuellement l'Union européenne. *« Le cas de l'indépendance de la Catalogne en est l'illustration. En Afrique, en dépit des inégalités et des problèmes ethniques hérités de la colonisation, certains pays enregistrent une forte croissance économique »*, a-t-elle indiqué.

La fonctionnaire a mis l'accent sur la progression du multilatéralisme et l'émergence de plusieurs pôles de pouvoir, comme l'Inde, la Russie et la Chine.

Pour sa part, Santiago Pérez, sous-directeur du Centre de recherches sur la politique internationale (CIPI), a souligné l'importance de la Ceinture et la Route de la soie, une initiative lancée par la Chine, et de la révolution scientifique et technique que vit le monde.

Quant à Leyla Carrillo, collaboratrice du CIPI, elle a établi des prévisions sur le panorama mondial dans les cinq prochaines années, qui font état d'une aggravation du problème migratoire, avec la construction de davantage de murs et de barrières et l'aggravation de la répression contre les migrants.

Elle a évoqué la persistance des conflits armés, provoqués notamment par les groupes terroristes, même si elle a relevé la défaite du dénommé État islamique en Syrie, un pays dévasté par la guerre.

La collaboratrice du CIPI a signalé : *« Nous voyons se profiler de nouvelles menaces à la paix, la relance de la course aux armements, du recours à la*

force et une érosion des accords en matière de désarmement. »

Faisant référence aux États-Unis, elle a affirmé que ce pays minimise le rôle des organismes internationaux, tandis que les déclarations d'ingérence se multiplient au Conseil de sécurité, sous prétexte d'une aide humanitaire et de la responsabilité de pouvoir, transformant cette instance en une plateforme de plus en plus antidémocratique et de moins en moins transparente.

« Il faut voir le terrorisme comme un fléau universel qui ne s'élimine pas par les armes, car c'est le fruit des inégalités sociales et d'affrontements de différente nature », a-t-elle dit.

D'autres sujets ont été abordés au cours de cette journée de travail à l'Assemblée nationale : la Commission d'Industrie, Construction et Énergie a reçu des informations sur la situation du logement dans le pays à la suite des événements météorologiques de ces dernières années. L'exposé a été présenté par Vivian Rodriguez Salazar, directrice générale du logement.

La Commission de Santé et des Sports a débattu des résultats de l'analyse de l'impact de l'actuelle Série nationale de baseball, et de la participation de sportifs cubains à des championnats à l'étranger.

Les députés ont débattu d'autres sujets concernant l'intégration des bureaux de démarches liés à l'ordre public et aux transports en commun, entre autres. (Équipe de Granma International)